Russie: Poutine va "renouveler" le régime et le protéger des opposants "chacals"

Actualité Mondiale

Posté par: Visiteur

Publié le : 22-11-2007 20:25:00

Le président russe Vladimir Poutine a promis mercredi lors d'un grand meeting de campagne un "renouvellement total du pouvoir" après les élections en Russie et lancé une charge contre les "chacals" de l'opposition subventionnés par l'Occident.

"Dans les mois à venir, nous aurons un renouvellement total du pouvoir suprême de l'Etat", a-t-il assuré devant quelque 3.000 partisans réunis dans le complexe sportif Loujniki à Moscou, à onze jours des législatives.

Pour que ce renouvellement se passe de manière correcte et efficace et pour que les futurs Parlement et président puissent coopérer pour le bien de tous les citoyens, il nous faut la victoire", a lancé M. Poutine, tête de liste du parti Russie unie aux législatives.

Il a ainsi insisté sur l'importance de la relation entre le Kremlin et la Douma, alors que certains voient en lui le futur chef de la majorité parlementaire et que Russie unie est crédité de 67% des intentions de vote le 2 décembre selon l'institut indépendant Levada.

En évoquant un renouvellement du pouvoir, le chef de l'Etat a aussi laissé entendre qu'un nouveau président serait élu en mars 2008, alors que certains suggèrent avec insistance qu'il soit candidat.

"S'il y a une victoire en décembre, il y en aura une en mars" 2008, a-t-il martelé, vêtu d'un pull à col roulé et d'une veste noirs.

M. Poutine a fait planer le risque d'une "crise" dans le pays si les Russes ne répondent pas suffisamment à l'appel de son parti Russie unie, qui veut transformer ces législatives en un référendum en sa faveur.

"Rien n'est prédéfini", a lancé M. Poutine, en brandissant la menace d'un retour aux difficultés économiques des années 1990 "tant que n'est pas mis en place un régime de pilotage automatique".

Endossant ses habits de candidat, il s'est livré à une violente charge contre l'opposition lors de ce meeting électoral, son premier depuis qu'il a annoncé sa candidature aux législatives le 1er octobre.

"Il y a malheureusement dans notre pays des gens qui sont comme des chacals devant les ambassades étrangères (...) Ils comptent sur le soutien de fonds étrangers", a-t-il dit, reprenant des accusations classiques en Russie d'une tentative de coup d'Etat subventionnée par les Occidentaux.

"Ils vont encore sortir dans la rue. Ils l'ont appris auprès de spécialistes occidentaux", a-t-il ajouté, alors que le mouvement d'opposition L'Autre Russie du champion d'échecs Garry Kasparov appelle à manifester samedi à Moscou et dimanche à Saint-Pétersbourg.

"Ils se sont entraînés dans les républiques voisines. Maintenant, ils vont faire des provocations dans le pays", a poursuivi M. Poutine dans une allusion aux révolutions pro-occidentales en Ukraine et en Géorgie, des "coups d'Etat" dans la rhétorique russe.

"Une lutte politique très dure a lieu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays (...) Ceux qui s'opposent à nous, il leur faut une Russie faible, malade, une société désorientée, divisée", a-t-il dit dans une allusion à l'opposition libérale, aux commandes dans les années 1990, et aux "oligarques", ces hommes d'affaires comme Boris Berezovski, réfugié à Londres, alors influents.

Pour ses partisans, l'essentiel est qu'il demeure le "leader national", peu importe comment.

"Nous avons du mal à imaginer la vie sans Poutine, nous craignons que sans lui ce soit le chaos", confiait une militante du mouvement des jeunes pro-Kremlin Nachi, Kristina Rastvorova, venue en car de Iaroslavl (300 km à l'est de Moscou) avec une trentaine de sympathisants.

Sur la scène, le slogan du parti présidentiel affirme en grand : "Nous croyons dans la Russie ! Nous croyons en nous !".

Ce Forum de partisans de Vladimir Poutine était organisé officiellement par le mouvement "Pour Poutine", présenté comme un mouvement de citoyens spontané constitué pour appeler le chef de l'Etat à rester au pouvoir.

"La démocratie, c'est le pouvoir au peuple et il est réuni ici", a lancé le présentateur Ivan Demidov à l'ouverture du Forum.

AFP